

« La parole homophobe s'est libérée »

BASCOS L'association de défense des lesbiennes, gays, bi et transsexuels dresse le bilan de ses permanences sociales. 255 personnes ont été accueillies depuis septembre 2014

PANTXIKA DELOBEL
p.delobel@sudouest.fr

SOS-Homophobie a publié, mercredi, son rapport annuel, baromètre national de l'évolution de la haine contre les lesbiennes, gays, bi et transsexuels (LGBT). L'association a reçu près de 1 600 témoignages, soit 20 % de plus que l'an passé. Le Pays basque n'est pas épargné par cette poussée d'actes homophobes ou transphobes. Philippe Cazenave, responsable de la permanence sociale assurée depuis septembre 2014 au Txalaparta de Bayonne (1), évoque le cas de ce salarié, homosexuel, victime de discriminations et de vexations sur son lieu de travail.

« Sa lettre de démission était quasiment prête. Il était en arrêt maladie depuis un certain temps et n'envisageait pas de réintégrer son entreprise. » Depuis l'ouverture de ce service, près de 255 personnes ont poussé la porte du local, géré par l'association LGBT les Bascos.

Violences au travail ou à l'école

« Le plus souvent, ils viennent pour un conseil, une information », renseigne son président, Beñat Gachen. « Néanmoins, 75 de ces entretiens renvoyaient à des problèmes d'homophobie et de transphobie. Dont 22 sont survenus dans le milieu professionnel. Honnêtement, nous ne nous attendions pas à cela. C'est comme si nous découvrions l'ampleur du phénomène », dit-il.

Des violences, psychologiques ou physiques, qui sont le fait de collègues de travail, de voisins ou de camarades de classe. Les Bascos ont recensé sept témoignages d'adolescents confrontés à des situations délicates en milieu scolaire. « Ces élèves, parfois mineurs, se disent



Beñat Gachen et Philippe Cazenave, de l'association les Bascos, soulignent le rôle de passerelle que jouent les permanences sociales, assurées par des professionnels, au Txalaparta. PH. J.-D. CHOPIN

harcelés au sein de leur établissement. Dans certains cas, la direction a été alertée mais ne préfère pas voir ce qu'il se passe entre ses murs », commente Philippe Cazenave.

L'assistant social décrit des jeunes déscolarisés, isolés. « La conséquence est que certains se mettent en danger avec des pratiques à risque (2), quand d'autres sont tentés par le suicide. » Les études réalisées au niveau national montrent que 27 % des homosexuels ou bisexuels de moins de 21 ans auraient tenté de mettre fin à leur jour. C'est quatre fois plus que chez des jeunes hétérosexuels.

Beñat Gachen fait le lien entre une certaine banalisation de l'ho-

mophobie et les débats enflammés du « mariage pour tous ». « Jusqu'alors, nous étions face à une société "acceptante". Certains de nos adhérents ont découvert l'homophobie après les manifestations contre la loi Taubira (2013, NDLR). »

La partie émergée de l'iceberg

Le président des Bascos pointe du doigt les prises de position de l'évêché de Bayonne sur ce questionnaire sociétal : « Cela a beaucoup pesé sur certaines familles et leur façon de percevoir la sexualité de leurs proches. »

Les Bascos craignent que d'autres situations de harcèlement soient tues à l'intérieur du Pays basque. « Ce bilan n'est que la partie émergée

de l'iceberg. Dans certaines campagnes, oser témoigner, cela signifie être identifié, risquer "l'outing" », estime Philippe Cazenave.

Et d'insister sur le rôle des permanences sociales, passerelles entre ces personnes et d'autres structures compétentes. « Beaucoup n'en sont pas au stade de porter plainte. Notre rôle est qu'elles se sentent moins isolées pour les accompagner, dans le cadre de la loi. »

(1) Espace Txalaparta, 10 rue Jacques-Lafitte. Permanences sociales les mercredis, de 18 heures à 21 heures. Tél. 0783021827.

(2) Des rapports non protégés qui entraînent un risque élevé d'être infecté par le virus du sida.